

Japon : accélération du démantèlement de Fukushima

Le Monde.fr avec AFP | 30.01.2013 à 09h04 • Mis à jour le 30.01.2013 à 14h22



Vue des réacteurs numéro 1 et 2 de la centrale de Fukushima, en décembre 2012. | AP/Itsuo Inouye

Le gouvernement japonais va augmenter les crédits pour accélérer le démantèlement des quatre réacteurs saccagés de la centrale de Fukushima, sécuriser les installations nucléaires ou encore aider les régions et industriels du secteur fragilisés par l'accident du 11 mars 2011.

Selon des documents budgétaires publiés mardi 30 janvier, la part du budget du ministère de l'industrie consacrée à l'énergie nucléaire s'élèvera de 12,4 % durant l'année d'avril 2013 à mars 2014 par rapport à celle en cours, pour atteindre 156,4 milliards de yens (1,3 milliard d'euros).

Le montant alloué par l'Etat au développement de technologies requises, afin notamment d'extraire le combustible fondu des réacteurs de Fukushima, sera quadruplé, à 8,7 milliards de yens (80 millions d'euros), en sus des sommes émanant de l'opérateur Tokyo Electric Power (Tepco) et des industriels impliqués.

PRÉVENTION ET PROTECTION

Environ 12,9 milliards de yens (105 millions d'euros) iront à la conception de moyens de prévention et de protection contre les désastres nucléaires ainsi qu'au développement de techniques de traitement des déchets. Quelque 96,8 milliards de yens (850 millions d'euros) seront également transférés aux régions qui hébergent des installations nucléaires pour les aider à gérer ces infrastructures.

En dehors de ce budget, une somme de 72,5 milliards de yens (595 millions d'euros) sera consacrée par le ministère de l'environnement au financement de

l'autorité de régulation nucléaire, entité indépendante qui régit le secteur, établit les normes de sécurité et vérifie qu'elles sont appliquées.

EFFORTS DE L'ÉTAT

Le nouveau gouvernement de droite conduit par Shinzo Abe veut un rétablissement rapide de la région de Fukushima et souhaite que ladite autorité nucléaire se prononce dans les trois ans sur la sûreté des cinquante réacteurs de l'archipel, dont quarante-huit sont actuellement stoppés sine die.

M. Abe a, en outre, déclaré la semaine passée que l'Etat serait "à la tête" des efforts pour le démantèlement de Fukushima Daiichi , ajoutant qu'il est "impossible" pour la compagnie exploitante de travailler seule à la démolition des installations et à l'assainissement des lieux. Le premier ministre a également souligné la nécessité cruciale de lancer ces travaux "sans plus tarder" afin d'appuyer la reconstruction de la préfecture éponyme.

Le ministère de l'industrie, dont 60 % du budget de 895 milliards de yens (7,5 milliards d'euros) est consacré au secteur de l'énergie, prévoit aussi des lignes de crédit pour le développement de nouvelles ressources énergétiques ainsi que des dispositifs d'économie d'électricité.

[Lire aussi : L'autorité nucléaire japonaise propose des normes de sûreté plus sévères \(/japon/article/2013/01/21/l-autorite-nucleaire-japonaise-propose-des-normes-de-surete-plus-severes 1819797 1492975.html\)](#)